

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 14 AVRIL 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/214</b>  <b>24SERV15 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES GRUES DES PORTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/214

**BUREAU DU 14 AVRIL 2025**

**O B J E T : 24SERV15 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE  
DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET  
CORRECTIVE DES GRUES DES PORTS DE LA  
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 et L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 11 mars 2025,

**CONSIDERANT** que la présente consultation concerne des prestations de maintenance préventive et corrective des grues des ports de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, sur les 3 grues sur les ports de La Madrague, Le Bruscat et St Elme, concernant la grue du port de Porquerolles, seulement les prestations correctives,

**CONSIDERANT** qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

**CONSIDERANT** que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Estimation DPGF annuelle HT	Estimation BPUF valant DENC annuelle HT
2 130,00 €	25 308,00 €

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 3 janvier 2025, avec une remise des offres fixée au 10 février 2025 à 16h00,

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

**CONSIDERANT** que 5 dossiers ont été téléchargés et 4 ont été téléchargés anonymement,

**CONSIDERANT** que deux plis ont été déposés dans les délais,

**CONSIDERANT** que l'offre du candidat ENDEL NAVIBORD dépasse le montant maximum prévu au RC, son offre est déclarée irrégulière,

**CONSIDERANT** que les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société LMD,

**CONSIDERANT** que la société présente les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que la société ne sera attributaire des accords-cadres qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les accords-cadres ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE CONSTATER** la recevabilité de la candidature de la société LMD sise à ROUSSET (13790).

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer les accords-cadres et tous les actes y afférents, avec la société LMD pour un montant estimatif de 26 819,90 € HT étant précisé que :

Minimum HT	Maximum HT
8 000 €	60 000 €

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification. Les délais d'exécution des prestations régulières débutent à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget annexe Ports Métropolitains 2025 (et suivants), sur les opérations concernées et dans la limite des crédits disponibles.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



